



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 17 DÉCEMBRE 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Stratégie et Prospective

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	61

**Objet de la
délibération:
Schéma de
mutualisation des
services -
Approbation du
rapport entre la
Communauté
d'Agglomération
Dracénoise et les
communes
membres pour la
période 2015-2020**

L'an deux mille quinze le dix sept décembre à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Fabien MATRAS pouvoir à Laure REIG, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Alain HAINAUT pouvoir à Sophie DUFOUR, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Jacques MICHEL pouvoir à Francine FIORINI

ABSENT(S)/EXCUSE(S)

Grégory LOEW, David SONNEVILLE

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Christophe CARRIERE

RAPPORTEUR : Monsieur Daniel MARIA

Transmis le :

**Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982**

La loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 portant Réforme des Collectivités Territoriales dite loi « RCT » fait du renforcement des procédures de mutualisation un des axes forts des mesures de rationalisation de l'intercommunalité.

Destinée à réaliser des économies d'échelle, la mutualisation permet également une souplesse et une solidarité renforcées entre l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) et ses communes membres.

Ainsi, en application des dispositions de l'article L.5211-39-1 du Code général des collectivités territoriales, les EPCI doivent établir dans l'année qui suit le renouvellement général des Conseils municipaux, un rapport comportant un projet de schéma de mutualisation des services à mettre en œuvre pendant la durée du mandat.

Les lois de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 d'une part, et Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 d'autre part, sont venues renforcer les possibilités de recours aux services communs ainsi que les acteurs pouvant y recourir.

C'est dans ce contexte législatif, mais aussi dans un contexte budgétaire contraint lié à la baisse des dotations de l'Etat nécessitant de rechercher de nouvelles marges de manœuvre pour maintenir une capacité d'investissement facteur d'attractivité du territoire, que la Communauté d'Agglomération Dracénoise et ses 19 communes se sont inscrites dans la démarche d'élaboration d'un projet de schéma de mutualisation des services.

Dès sa création, les élus de la Communauté d'Agglomération Dracénoise ont souhaité ancrer le projet de territoire sur une dynamique de solidarité et d'accompagnement des communes par la CAD, condition indispensable au maintien de la qualité du service rendu aux usagers.

Le projet de schéma de mutualisation fournit un cadre pour aller plus loin avec des axes de travail et des règles de fonctionnement décidés collectivement entre la CAD et les communes.

- Les finalités du schéma de mutualisation des services :

Le schéma de mutualisation des services est un outil au service du projet de territoire dont les finalités se recoupent naturellement.

En effet, le schéma de mutualisation des services entre la CAD et les communes devra :

- **Favoriser l'attractivité du territoire** par le maintien et l'optimisation du service rendu à l'utilisateur (proximité, efficacité, équité et qualité) et **développer**, par la gestion en commun de moyens, des politiques publiques plus ambitieuses au service des usagers.
- **Renforcer la solidarité entre les collectivités du territoire** par la mise en commun des expériences, expertises et compétences, en acceptant le principe que la mutualisation puisse être à géométrie variable en fonction des besoins des communes, en prenant notamment en considération les capacités et besoins des plus petites communes. Mais aussi, assurer aux communes notamment les plus petites une maîtrise dans la gestion des dossiers et dans leurs réflexions et politiques, dans un souci d'équité territoriale et de respect de l'identité communale.
- **Renforcer l'efficacité de l'action publique locale :**
 - Rationaliser les dépenses publiques en cherchant à mutualiser les activités effectuées de façon similaire et qui pourraient être optimisées si elles étaient exercées en commun.
 - Rationaliser les structures et organisations, mettre en relation des problématiques similaires pour les traiter à une échelle plus vaste que la commune.
 - Développer les expertises et les ressources sur le territoire, améliorer et valoriser les compétences et savoirs en :
 - S'appuyant sur les compétences des services municipaux pour les partager à l'échelle intercommunale.
 - En mettant à disposition des communes, qui ne pourraient les assumer seules, des

expertises et compétences cofinancées dans le cadre communautaire, développer des compétences nouvelles pour le territoire susceptibles de bénéficier aux communes qui ne disposent pas de ces compétences et / ou qui en exprimeraient le besoin.

• Les grands principes du schéma de mutualisation des services :

- Un préalable : l'évaluation du besoin et l'analyse de sa pertinence. Il convient en effet de mutualiser en fonction de la pertinence des dispositifs au regard des critères d'efficacité et d'efficience de l'action publique, afin d'éviter l'alourdissement des coûts et des procédures, la perte de sens pour les citoyens et les agents des collectivités.
- La liberté offerte à chaque commune de s'inscrire ou non dans le projet de schéma de mutualisation et son offre de services « à la carte ».
- La souplesse et l'adaptation : la mutualisation doit être conçue comme un processus évolutif pouvant être à géométrie variable (toutes les communes ne sont pas obligées de participer à tous les dispositifs proposés et peuvent s'engager diversement dans ceux-ci).
- La lisibilité : pour que la mutualisation soit réellement partagée et faciliter ainsi sa mise en œuvre, les exigences de transparence, communication et respect de chacun des acteurs doivent être prises en compte.
- L'intégration systématique en amont des enjeux de ressources humaines. En effet, la mutualisation consiste, à terme à appréhender les enjeux de la gestion des RH à l'échelle d'un territoire (continuité de service, professionnalisation des agents, plan de formation intercommunal, mobilité, reclassement des agents à l'échelle intercommunale, amélioration des conditions de travail, renforcement de l'attractivité des postes notamment dans les petites communes). Concertation et dialogue social seront privilégiés. Une démarche de Gestion Prévisionnelle des Emplois, Effectifs et Compétences (GPEEC) va être initiée en partenariat avec le CNFPT.

• La méthodologie et les modalités de gouvernance

Le projet de schéma de mutualisation des services a été élaboré dans le cadre d'une méthodologie en mode projet participative et de co construction entre la Communauté d'Agglomération Dracénoise et ses communes membres.

Initiée en février 2014 au sein de la CAD dans le cadre d'un groupe de travail transversal, la démarche s'est poursuivie par la constitution d'un comité technique composé des DGS des communes. A l'issue de réunions de travail et de l'élaboration d'un diagnostic partagé, un catalogue d'offre de services a été proposé selon 3 axes de travail :

- Axe 1 : la CAD et les communes partagent de l'information et des connaissances.
- Axe 2 : la CAD et les communes mobilisent de l'ingénierie et proposent des services.
- Axe 3 : la CAD et les communes créent des services communs.

Chaque axe est décliné en fiches actions (26 au total).

Certaines actions sont d'ores et déjà engagées. Il s'agit de l'instruction des autorisations d'urbanisme, la gestion et mutualisation d'un SIG, l'ingénierie aux communes, la fonction de garde champêtre intercommunal, le réseau des référents RH, le plan de formation, l'observatoire de la fiscalité, la veille documentaire, le conseil et assistance au développement et à la maintenance des systèmes d'information, le schéma d'accessibilité.

La gouvernance politique est assurée par le comité de pilotage composé des membres du Bureau auquel des points d'étapes réguliers ont été portés à connaissance et validés.

Afin de faciliter la mise en œuvre du schéma de mutualisation entre la Communauté d'Agglomération Dracénoise et ses communes, une mission mutualisation a été créée au sein du pôle ressources. Elle est en charge, en lien avec les communes, du pilotage du schéma et des modalités de suivi et d'évaluation.

Ce schéma est une première étape. Des adaptations seront nécessaires.

L'avancement du schéma de mutualisation fera l'objet d'une communication annuelle du Président de la CAD à l'occasion du débat d'orientation budgétaire ou à défaut lors du vote du budget.

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-39-1, le rapport incluant le projet de schéma de mutualisation des services a été transmis pour avis à chaque commune.

Dans le délai légal imparti, chacun des conseils municipaux des communes membres de la Communauté d'Agglomération Dracénoise a pu faire part de son avis sur le schéma dont la synthèse est jointe en annexe2.

Les communes ont émis majoritairement un avis favorable.

En conséquence et au vu de la délibération du Conseil d'agglomération n°2014-184 du 18 décembre 2014 approuvant l'état d'avancement du projet de schéma de mutualisation, ainsi que l'avis de la commission mixte « Administration générale et communication » et « Modernisation de l'action publique, relations citoyennes et Conseil de développement » du 2 décembre 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

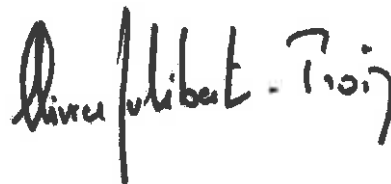
- approuver le rapport relatif aux mutualisations de services entre la Communauté d'Agglomération Dracénoise et ses communes membres incluant le schéma de mutualisation des services pour la période 2015-2020.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 58 voix pour
3 abstention(s) :

Franck AMBROSINO, Thierry RUDNIK, Valéria VECCHIO
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 17 décembre 2015

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var